

Unité départementale de la Somme

Équipe 1

Affaire suivie par : Elsa GENET

Tél. : 07 64 18 72 90

Mail : elsa.genet@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : 2024-E10097

Aiot : 0005101699

Lille, le 17 JUILLET 2024

Rapport de l'Inspection de l'Environnement chargée des Installations Classées

Installations classées pour la protection de l'environnement

Objet : Société LACTINOV – Établissement de ABBEVILLE

Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière

Mise en œuvre de l'action régionale pluriannuelle visant à réduire les prélèvements d'eau des ICPE les plus consommatrices

Réf. : [1] Dossier de réexamen transmis au préfet par courrier de l'exploitant du 15/12/2020

[2] Courrier de demande de compléments de la DREAL du 18/07/22

[3] Compléments au dossier de réexamen transmis au préfet par courriel de l'exploitant du 26/05/23

[4] Compléments au dossier de réexamen transmis au préfet par courriel de l'exploitant du 22/12/23

PL : [PJ1] Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

[PJ2] Courrier à l'exploitant

1. Action régionale pluriannuelle visant à réduire les prélèvements d'eau

1 . Introduction

Le département de la Somme connaît depuis 2017 des déficits pluviométriques importants ayant conduit en 2017, 2018, 2019, 2020 et 2022 à la prise d'arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau, et plaçant plusieurs bassins versants en situation de vigilance, d'alerte ou d'alerte renforcée sécheresse. Les hivers successifs, période normalement propice à la recharge des nappes phréatiques, n'avaient pas permis aux nappes de revenir à leur niveau normal au début du printemps. Il est donc nécessaire d'anticiper toute dégradation supplémentaire du niveau des nappes, afin de préserver l'état quantitatif et qualitatif de la ressource, les usages prioritaires ainsi que la survie des écosystèmes aquatiques.

En 2023, au regard de la situation hydrologique de la région des Hauts-de-France et du département, le bassin versant Somme aval a été placé en situation de vigilance renforcée sécheresse entre le 17 juillet 2023 et le 28 août 2023, puis en vigilance sécheresse entre le 28 août et le 29 décembre 2023. La société est située dans ce bassin versant.

2 . Bilan actuel de la situation de la société LACTINOV

L'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2007, autorise la société LACTINOV à prélever 1 200 m³/j dans le réseau de distribution public en moyenne hebdomadaire.

La société LACTINOV a déclaré depuis 2018 les prélèvements d'eau de réseau suivantes sur le site de télédéclaration GEREP(en m³) :

2023	2022	2021	2020	2019	2018
413 068	427 809	495 448	492 282	364 414	409 394

Après une année 2019 à un niveau plus bas que d'habitude du fait de baisses de production, les prélèvements ont atteint un niveau haut en 2021, et ont diminué depuis. Lors d'une visite d'inspection sur le site le 22 mars 2024, l'exploitant a pu présenter plusieurs actions qui ont permis ces diminutions de prélèvement.

La société BABYDRINK, incluse dans la société LACTINOV par le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en annexe, a indiqué les prélèvements d'eau suivants :

2023	2022	2021	2020	2019
71 349	69 966	78 412	75 523	78 783

3 . Présentation de l'action de l'inspection des installations classées

Dans l'objectif de réduire les prélèvements d'eau effectués dans les masses d'eau souterraines, les masses d'eau superficielles et les réseaux de distribution public par les ICPE, l'inspection des installations classées a décidé de lancer en 2019 une action pluriannuelle auprès des établissements recensés comme gros consommateurs (prélevant plus de 50 000 m³/an quel que soit le milieu de prélèvement – ce seuil est le seuil de déclaration GEREP des établissements prélevant au réseau de distribution public).

La société LACTINOV prélève dans le réseau de distribution public de la commune d'Abbeville.

L'instruction du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 12 décembre 2022 relative aux actions nationales 2023 de l'inspection des installations classées prévoyait une « action sécheresse » dans les actions thématiques prioritaires pour l'année 2023.

L'action régionale pluriannuelle, amorcée en 2019, et poursuivie en 2020 dans les Hauts-de-France, s'inscrit donc pleinement dans le cadre de ces demandes. Elle se poursuit en 2024 afin de concerner l'ensemble des sites visés.

Par ailleurs, le plan d'action du gouvernement, du 30 mars 2023, pour une gestion résiliente et concertée de l'eau établit 53 mesures pour l'eau afin de s'adapter dès aujourd'hui et changer nos habitudes pour demain. Le premier grand axe vise à organiser la sobriété des usages de l'eau pour tous les acteurs avec un objectif de diminution de 10 % d'eau prélevée d'ici 2030.

Le principe général de l'action pluriannuelle est de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire :

- la réduction de la limite maximale de consommation au regard des prélèvements réels depuis au moins 5 ans ;
- d'adapter la fréquence des relevés de consommation d'eau si aucune fréquence n'est prescrite, ou si une fréquence différente d'une fréquence journalière ou hebdomadaire est prescrite, et prescrire la transmission de ces données via l'application GIDAF à fréquence mensuelle en période de sécheresse, et trimestrielle en dehors ;
- la réalisation sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion globale de l'eau afin d'identifier les actions ou mesures qui pourraient être mises en place pour diminuer le niveau actuel des prélèvements, qu'ils soient effectués dans les eaux souterraines, les eaux de surface ou le réseau d'eau potable ;
- la détermination d'un plan d'actions « sécheresse » qui détaille les mesures que l'exploitant sera en mesure de mettre en place en cas de passage en vigilance renforcée, alerte, en alerte renforcée ou crise sécheresse.

Ces éléments ont également été rappelés lors d'une réunion en visioconférence auprès des ICPE relevant des régimes de l'autorisation ou de l'enregistrement en avril 2023.

L'analyse des niveaux de prélèvements de l'établissement, et le contexte du bassin versant où ont lieu ses prélèvements amènent l'inspection des installations classées à proposer de prescrire à la société LACTINOV (intégrant BABYDRINK), le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires joint au présent rapport qui prévoit les dispositions suivantes :

- la fixation d'une limite maximale de prélèvement à 530 000 m³/an (seule une limite maximale journalière existe actuellement)
- l'exploitant devra réaliser sous 9 mois une étude technico-économique (ETE) de réduction des consommations d'eau comportant notamment :
 - l'état actuel de l'utilisation de l'eau par la société LACTINOV,
- la description des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau qu'elles ont permis de réaliser,
- l'étude et l'analyse des possibilités de réduction des prélèvements et les possibilités de recyclage,
 - l'échéance de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'objectif de l'étude est de diminuer au maximum les consommations. L'optimisation de la gestion globale de l'eau sur le site devra être recherchée.

Une note ministérielle du 16 septembre 2019 a fixé la feuille de route découlant des assises de l'eau qui se sont tenues à travers la France de 2017 à 2019. Cette feuille de route s'articule autour de trois grands objectifs dont un porte sur les économies d'eau, et un meilleur partage de la ressource dans le but d'atteindre une réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et de 25 % en 15 ans. Ces objectifs sont visés dans le projet d'arrêté. L'échéance de remise de l'étude prescrite étant en 2025, l'objectif repris dans le projet d'arrêté, dans le cadre de l'action pluriannuelle, est de viser une diminution des prélèvements de l'établissement de 10 % d'ici à 2027 par rapport à la nouvelle limite maximale de prélèvement annuel.

Par ailleurs, en menant cette étude, l'exploitant devra tenir compte des valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral au niveau du point de rejet des eaux industrielles ainsi que de la température du rejet. En effet, la diminution de consommation peut avoir pour conséquence de concentrer les substances polluantes dans les effluents, et donc d'augmenter les niveaux de concentration en sortie de site. De même la température des rejets pourrait augmenter, l'exploitant doit donc veiller à garantir un respect des valeurs limites, et si des dérives sont à craindre il devra l'intégrer dans son étude.

- l'exploitant réalisera sous 9 mois un plan d'actions sécheresse qui présentera les actions qu'il peut mettre en place dans le but de diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse et les effets prévus et/ou observés. Ce plan aura pour objectif de diminuer les prélèvements réalisés par l'exploitant de 5 % en situation de vigilance renforcée sécheresse, de 10 % en situation d'alerte sécheresse, de 20 % en situation d'alerte sécheresse renforcée, au-delà de 20 % en cas de crise sécheresse (en rappelant que le niveau de crise sécheresse peut aboutir à l'interdiction de prélèvement d'eau pour tout usage autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité) .

4 . Échanges avec l'exploitant

Consulté sur le projet d'arrêté préfectoral par courriel du 19 avril 2024, l'exploitant a répondu par courriel du 13 mai 2024.

Ces remarques ont été prises en compte dans le projet d'arrêté.

2. Réexamen IED

5 . Activités et situation administrative de l'établissement

La société LACTINOV exploite sur la commune d'ABBEVILLE une installation de fabrications de lait infantile, biologique et de crème culinaire.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/01/2007, et classées plus particulièrement au titre de la rubrique IED suivante relative :

3643 – Traitement et transformation du lait exclusivement, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle)

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

6 . Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions

applicables

6.1 Dossier de réexamen

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agro-alimentaires (BREF FDM – Food, Drink and Milk) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3643, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 4 décembre 2020 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier visé en référence [1].

6.2 Révision des prescriptions et délai d'application

L'article R.515-70-I du code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3643, comme l'établissement LACTINOV de la commune de ABBEVILLE, l'exploitation en conformité avec les MTD pour les industries agroalimentaires et laitières devait donc être effective pour le 4 décembre 2023.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée : 3642, 3643 ou 3710.

Dans son avis émis au titre de l'article R.515-70 III du CE, l'exploitant indique la non-nécessité de revoir les prescriptions de son autorisation vis-à-vis de l'impact du fonctionnement de ses installations sur l'environnement, et des enjeux locaux.

L'inspection n'est pas opposée à ce positionnement compte tenu notamment, que cet établissement ne se trouve pas dans les cas suivants :

- Pollution causée par le site, justifiant une révision des prescriptions applicables au site ;
- Caractérisation d'un risque accidentel insuffisamment pris en compte dans les prescriptions applicables au site ;
- Nouvelle NQE ou révision d'une NQE, nécessitant une révision des valeurs limites d'émissions applicables au site.

7 . Instruction du dossier de réexamen

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement est constitué des installations suivantes :

- la production de lait et de crème ;
- fabrication, lavage/nettoyage, stockages, combustion, maintenance, laboratoire en tant qu'activité connexe ;
- la STEP en tant qu'activité connexe.

Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur de l'agroalimentaire qui sont applicables aux installations de l'établissement sont les suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Anne xe AMPG FDM 27/02/20 20*	Secteur
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
4 & 12	Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	7.2	Secteurs spécifiques exclus pour certains paramètres
6	Efficacité Énergétique	8	Tous
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
9	Fluides frigorigènes	10.2	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous
15	Odeurs	14	Tous
21	Efficacité énergétique	17.1	Lait
22	Déchets	17.2	Lait
12	Valeurs limites d'émissions (VLE) des rejets dans l'eau	17.4	Lait

* AMPG FDM: arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Il ressort que l'exploitant n'a pas réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques en octobre 2019. Des compléments ont été demandés par courriel de l'inspection visé en référence [2], et transmis au préfet par courriels visés en références [3] et [4].

Au terme de cet examen, l'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à un NEA-MTD. L'exploitant déclare que ces installations sont déjà en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour le secteur de l'agroalimentaire qui lui sont applicables.

Concernant la MTD 9, le site dispose de 3 équipements frigorifiques qui n'ont pas encore fait l'objet de travaux liés au remplacement des équipements ou des réfrigérants. L'exploitant sollicite la mise en œuvre de techniques alternatives afin de limiter les émissions susceptibles de dégrader la couche d'ozone. L'exploitant propose donc de s'engager sur les prescriptions complémentaires suivantes :

- Renforcer les exigences de contrôle d'étanchéité de l'installation frigorifique en doublant leur fréquence,
- Assurer la transmission à l'inspection d'un bilan annuel des résultats des contrôles d'étanchéité effectués sur l'installation, accompagné des fiches d'intervention associées,
- Engager la réparation de toute fuite dans les 48 h et justifier la pérennité du dispositif de réparation ou mise à l'arrêt de l'équipement,
- Engager la limitation de la durée de la technique alternative à une durée maximale de 4 ans.

Avis de l'inspection des installations classées :

Il convient de prescrire ces engagements via le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint en annexe.

8 . Instruction du rapport de base

8.1 Rappel du contexte réglementaire

La transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée en 2010 a été finalisée le 2 mai 2013. La directive IED est une refonte de la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite « IPPC », et de six autres directives sectorielles.

Les dispositions en matière de protection des sols et de remise en état sont notamment développées. La directive prévoit, dans certains cas, l'obligation de réaliser un « rapport de base » définissant l'état du sol et des eaux souterraines. Lors de la cessation d'activité, le site doit être remis :

- dans un état tel qu'il ne présente plus de risque pour la santé humaine et pour l'environnement compte tenu de l'utilisation future qui a été définie (ce qui correspond à l'approche française déjà en vigueur),
- ou dans l'état défini dans le rapport de base lorsque cet état est meilleur.

8.2 Description du site et de son environnement

8.2.1 Périmètre IED

Conformément à l'article R. 515-58 du code de l'environnement, le périmètre IED correspond à l'ensemble des zones géographiques du site accueillant les installations suivantes, ainsi que leur périmètre d'influence en matière de pollution des sols et des eaux souterraines :

- les installations relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE ;

- les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Les différentes entités du site (intégrant les anciennes installations de BABYDRINK) sont recensées en précisant leurs liaisons techniques avec les installations IED, leurs émissions potentielles.

L'exploitant retient comme périmètre IED :

- les installations de LACTINOV à l'exception des stockages de matières premières, produits semi-finis et produits finis conditionnés et du réseau de collecte des eaux pluviales (réseau séparatif),
- la station d'épuration traitant les effluents aqueux de LACTINOV et BABY DRINK.



Avis de l'inspection des installations classées :

La zone d'extension d'un éventuel panache de pollution dans les eaux souterraines, à intégrer au périmètre IED n'est pas mentionnée par l'exploitant. Le périmètre IED est néanmoins acceptable.

8.2.2 Identification des substances et mélanges dangereux pertinents utilisés, produits ou rejetés au sein du périmètre IED

L'exploitant a réalisé un inventaire des produits chimiques présents sur le site LACTINOV, précisant les phrases de danger, les quantités maximales présentes sur site, les critères d'inclusion et d'exclusion ainsi que pour les substances dangereuses considérées comme pertinentes les traceurs correspondants. Il retient ainsi 35 produits dans son inventaire des substances et mélanges dangereux pertinents, le chlorure ferrique ayant été retiré de l'inventaire initial car plus utilisé. Les traceurs de pollution correspondants sont : pH, sodium, alcools, amines, hydrocarbures, soufre, ammonium, aluminium, sulfates, fer, zinc, manganèse, cuivre, chrome, potassium.

Avis de l'inspection des installations classées :

Le recensement des produits utilisés effectué n'appelle pas de remarque particulière. L'exploitant n'a pas examiné explicitement les substances et mélanges dangereux potentiellement rejetés au sein du périmètre IED mais mentionne les rejets atmosphériques et aqueux dans la présentation des

installations.

8.2.3 Étude historique, documentaire et mémorielle

L'exploitant a réalisé une étude historique du périmètre IED. D'après les photographies aériennes disponibles à partir de 1947 et les documents relatifs aux installations, le site était occupé par des parcelles agricoles jusqu'au début des années 1990 et la construction des installations de la Société Flandres Picardie Lait (SFPL, ancienne dénomination de LACTINOV) puis leur extension progressive. La parcelle qui accueille la STEP a été utilisée pour le stockage de gravats et l'enrobage à chaud lors des travaux de construction de l'autoroute A16.

8.2.4 Activités potentiellement polluantes du périmètre IED

L'exploitant a localisé les lieux de stockage et d'utilisation des substances et mélanges dangereux pertinents retenus au sein du périmètre IED, à l'exception de la STEP.

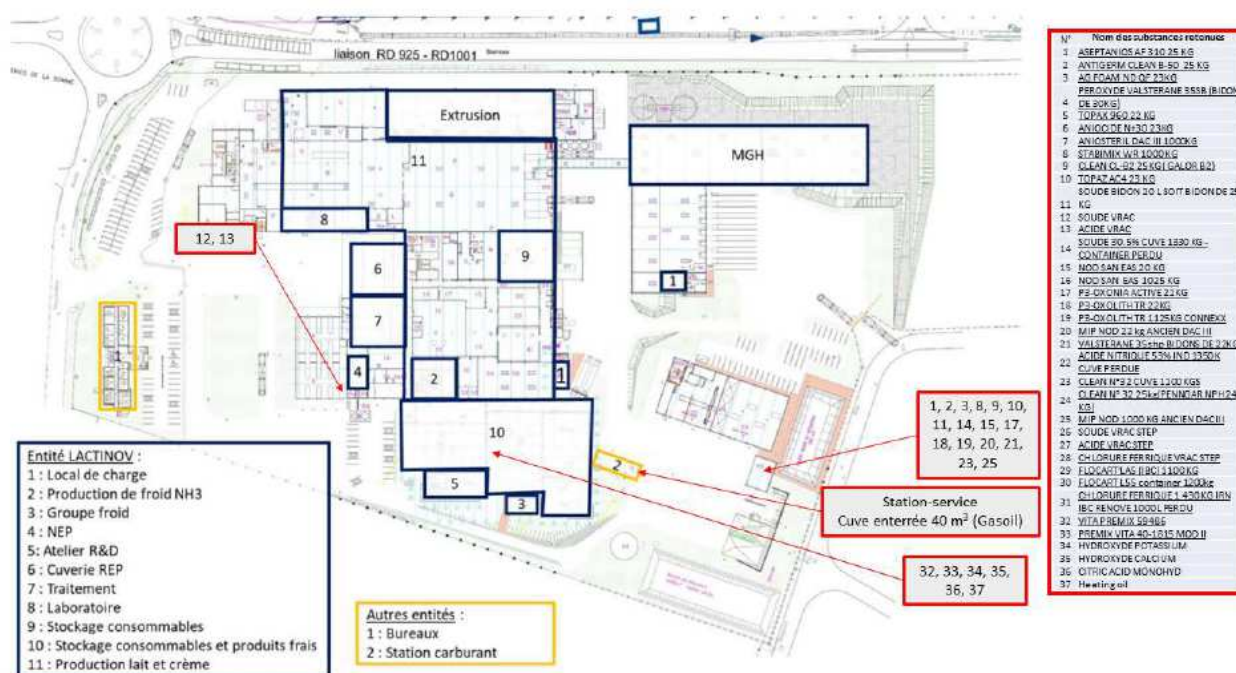


Figure 9 : Localisation des zones où sont stockées et utilisées les 35 substances pertinentes identifiées (sauf STEP)

Avis de l'inspection des installations classées :

La cartographie des zones de pollution potentielle aurait également dû être réalisée pour la STEP qui fait partie du périmètre IED.

8.2.5 Description de l'environnement du site

Localisation

Le site est implanté dans la zone industrielle Est d'Abbeville. Son environnement immédiat comprend :

- au nord, à l'ouest et au sud, des établissements industriels ;
- à l'est, l'autoroute A16 puis des parcelles agricoles.

Géologie

D'après la carte géologique du BRGM, les formations rencontrées au droit du site sont des alluvions puis de la craie blanche. La coupe géologique de l'ouvrage le plus proche référencé dans la banque de données du sous-sol (BSS), situé à quelques dizaines de mètres au nord-ouest du site met en

évidence des colluvions (argiles et sables) jusqu'à 3 m de profondeur puis de la craie jusqu'à au moins 90 m de profondeur.

Hydrogéologie

D'après les données disponibles sur le secteur, la première nappe rencontrée au droit du site est la nappe de la Craie qui serait présente vers 46 m de profondeur et s'écoulerait du sud-est vers le nord-ouest.

Aucun point de captage d'eau n'est recensé dans un périmètre de 500 m autour du site. Le site n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable, les captages les plus proches se situent à environ 1,2 km au nord-est du site.

Hydrologie

Les cours d'eau les plus proches sont l'Ermitage et le Scardon situés à environ 1,3 km au nord du site. La Somme est située à environ 2,6 km à l'est du site.

8.3 Recherche, compilation et évaluation des données disponibles

Aucune analyse sur les sols n'est disponible au droit du site. Des données sur la qualité des eaux souterraines à proximité du site sont disponibles dans le cadre de la surveillance mutualisée assurée par l'association Aqua Picardie Maritime. Dans le rapport ELCIMAï, les données utilisées sont issues des bilans de surveillance 2012-2014 et 2014-2016 et des résultats des campagnes semestrielles de 2017 à avril 2023. Quatre piézomètres du réseau sont situés à proximité du site, en aval ou en latéral : Abbeville 1, Abbeville 2, Abbeville 3 et Abbeville 4. Les résultats retenus sont ceux des piézomètres Abbeville 2, en aval du site mais assez éloigné (environ 700 m) et Abbeville 3 en aval latéral à environ 200 m du site.

Les substances analysées sont les suivantes :

- solvants polaires
- nitrates, acide nitrique, chlorures, ammonium, sulfates, orthophosphates
- fer, sodium, cuivre
- et lors de la campagne de décembre 2018 : aluminium, calcium, étain, magnésium, potassium, arsenic, cadmium, chrome, chrome VI, nickel, plomb, zinc, mercure, HAP, bromures, fluorures, indice phénol

Les résultats d'analyses ne mettent pas en évidence d'impact dans les eaux souterraines.

Il est considéré que les investigations existantes dans les eaux souterraines ne sont pas suffisantes pour établir l'absence d'impact, certains traceurs retenus n'ayant pas été analysés : amine et soufre sur l'ensemble des piézomètres, métaux pour le piézomètre Abbeville 3.

Avis de l'inspection des installations classées :

La localisation des piézomètres ne permet pas de caractériser l'amont des installations du périmètre IED. Le piézomètre Abbeville 1 est en latéral éloigné du périmètre IED, le piézomètre Abbeville 3 en aval latéral et le piézomètre Abbeville 2 en aval éloigné.

Une partie des traceurs de pollution ne figurent pas parmi les substances analysées : alcools, amines, manganèse, soufre, hydrocarbures totaux.

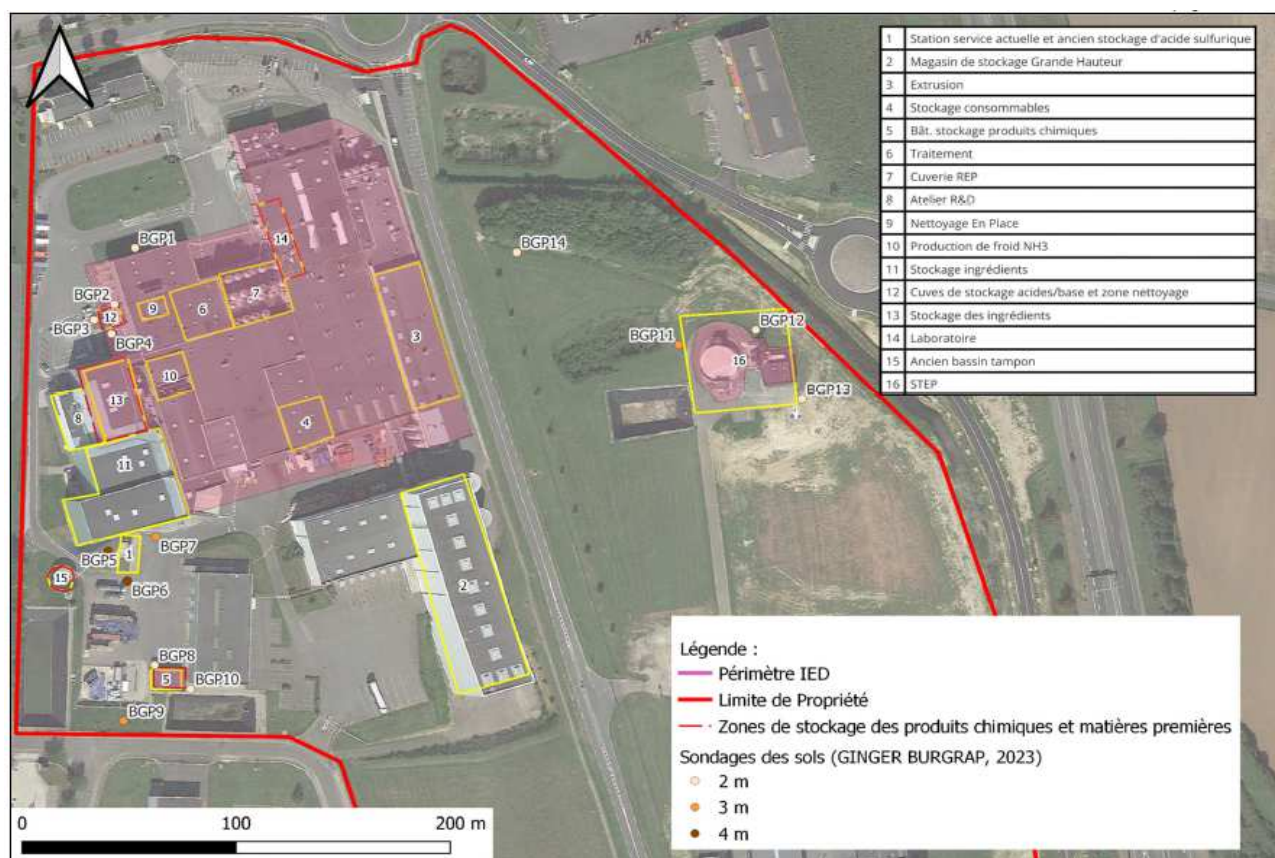
Les bordereaux de prélèvements et d'analyses sont annexés pour les campagnes de 2020 à avril

2023 ce qui permet de prendre en compte les résultats dans l'état initial.

8.4 Investigations réalisées dans le cadre du rapport de base

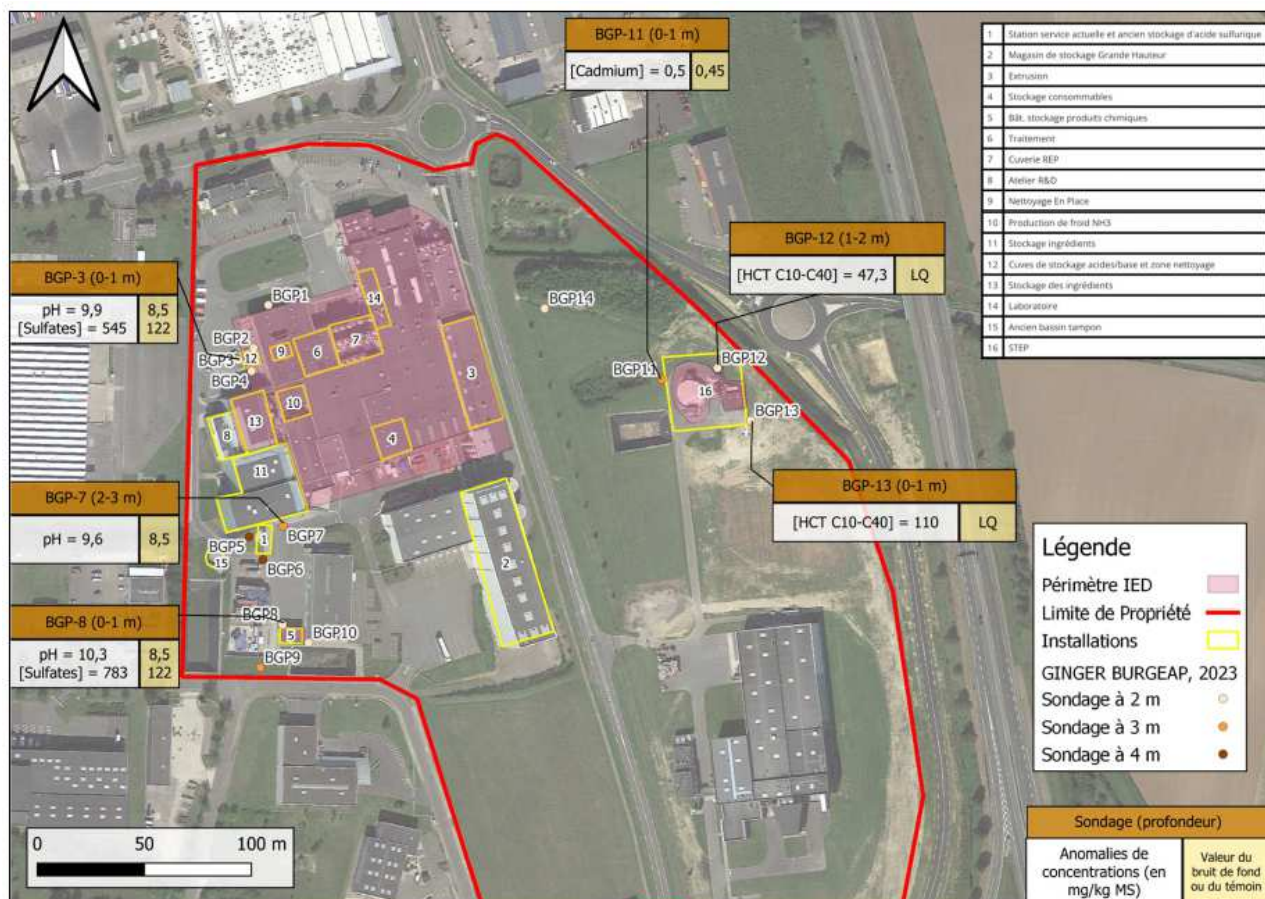
Le programme d'investigations a été défini à partir des substances pertinentes recensées, des traceurs de pollution associés et de leurs lieux de stockage et d'utilisation. Il a été étendu au-delà du périmètre IED pour intégrer les installations historiques potentiellement polluantes : station-service, ancien bassin tampon et ancienne cuve de stockage d'acide sulfurique (BGP 5 , 6 et 7) et un sondage témoin au droit d'une zone n'ayant accueilli aucune installation (BGP 14).

Il ne porte que sur la matrice sols. Les analyses ont, selon les échantillons, ciblé les paramètres suivants : pH, ammonium, nitrates/nitrites, soufre, sulfates, sodium, fer, alcool, amines, phosphore, hydrocarbures, métaux.



Les investigations projetées ont été réalisées en décembre 2023. Les résultats d'analyses ont été comparés à ceux de l'échantillon témoin. Ils mettent en évidence :

- des pH plus basiques que sur l'échantillon témoin (8,5), notamment en BGP3 (9,9), 7 (9,6) et 8 (10,3),
- des teneurs plus élevées en sulfates en BGP3 et 8 (545 et 783 mg/kg pour 122 mg/kg sur le témoin),
- des teneurs plus élevées en fer en BGP1 (11 000 mg/kg pour 2 000 mg/kg sur le témoin),
- la détection ponctuelles des HTC C10-C40 et des HAP (BGP11, 12 et 13 au niveau de la STEP) sans toutefois d'impact conséquent (maximum HCT C10-C40 : 110 mg/kg et somme des 16 HAP : 2,26 mg/kg).



Les limites de quantification et incertitudes analytiques sont précisées.

Avis de l'inspection des installations classées :

Les éléments du rapport de base relatifs aux investigations réalisées permettent de les prendre en compte comme état initial.

8.5 Recevabilité du rapport de base

Le rapport de base de la société LACTINOV est recevable.

La réalisation du rapport de base repose sur un principe de responsabilité de l'exploitant. Il aboutit à la définition du niveau de contamination du sol et des eaux souterraines par les substances dangereuses pertinentes du périmètre IED au moment de son élaboration.

Il est néanmoins rappelé que ce rapport servira de référence lors de sa cessation d'activité de l'installation et permettra de définir, en cas de pollution significative et sans préjudice des dispositions déjà prévues dans le code de l'environnement, les conditions de remise en état.

Lors de la cessation d'activité, il pourra être demandé à l'exploitant de rechercher les substances pertinentes utilisées, produites ou rejetées et qui n'auraient pas été recherchées lors de l'élaboration du rapport de base. Il pourra être considéré que ces substances étaient alors absentes des milieux investigués.

Par ailleurs, dès que des substances dangereuses pertinentes sont identifiées dans le périmètre IED, une surveillance périodique du sol, au moins tous les dix ans, et des eaux souterraines, au moins tous les cinq ans, doit être prescrite à moins que la surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution.

9 . Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées

Au regard de l'examen du dossier de réexamen rendu par l'exploitant ainsi que de ses compléments, et étant donné la réglementation nationale déjà applicable, il y a lieu de proposer un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au titre de l'article R.515-71 du code de l'environnement, joint en annexe au présent rapport.

Nous proposons également à Monsieur le Préfet au moyen du projet de courrier joint au présent rapport, de :

- intégrer le site de BABYDRINK au site de LACTINOV, comme demandé par l'exploitant le 15 décembre 2020 ;
- prescrire par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, dont le projet est joint en annexe, la réduction des volumes de prélèvement d'eau autorisés, et la réalisation des études ci-dessus développées ;
- prendre acte de la déclaration de l'exploitant quant à l'exploitation de ses installations dans le respect des meilleures techniques disponibles applicables à son secteur d'activité ;
- rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- prescrire par voie d'arrêté préfectoral complémentaire la mise en œuvre de techniques alternatives à la MTD n°9 ;
- prescrire par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, dont le projet est joint en annexe, une surveillance périodique des sols et des eaux souterraines ;
- informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent.

Rédacteur

L'Inspectrice de l'Environnement
spécialité installations classées



Elsa GENET

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France – A l'attention du Chef du Service Risques.

Glisy, le 13/06/2024

Le chef de l'unité départementale
de la Somme


Bastien VANMACKELBERG

Valideur

L'Inspecteur de l'Environnement, spécialité installations classées



Julien DEVROUTE

Approbateur

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de la Somme

Lille, le

Pour le directeur et par délégation,

Le chef de pôle,